



HAL
open science

Les déterminants de de l'inclusion financière en Afrique : Évidence sur la détention d'un compte courant

Amina Haoudi, Ayoub Rabhi

► **To cite this version:**

Amina Haoudi, Ayoub Rabhi. Les déterminants de de l'inclusion financière en Afrique : Évidence sur la détention d'un compte courant. Colloque international, " Finance, inclusion et durabilité en Afrique " 4 et 5 Mai 2018 à l'ENCG de Fès., May 2018, Fès, Maroc. <hal-02433087>

HAL Id: hal-02433087

<https://hal.science/hal-02433087v1>

Submitted on 8 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Les déterminants de de l'inclusion financière en Afrique : Évidence sur la détention d'un compte courant

Colloque international, « Finance, inclusion et durabilité en Afrique » 4 et 5 Mai 2018 à l'ENCG de Fès.

Auteurs

Amina HAOUDI
Enseignant chercheur
Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Fès, Maroc
E-mail : hami_nina@yahoo.fr

Ayoub RABHI
Chercheur
Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Fès, Maroc
E-mail : rabhiayoubaka@gmail.com

Résumé

Le terme «inclusion financière» implique l'accès et l'utilisation des services bancaires (compte courant, épargne, assurance, crédit, paiements, etc.) à un faible coût pour la population défavorisée et à faible revenu dans un pays. En fait, les services bancaires ont un caractère de bien public. Il est donc nécessaire que l'accessibilité et l'utilisation équitable des services bancaires par l'ensemble de la population doivent figurer parmi les objectifs primordiaux des politiques gouvernementales et des institutions financières. En effet, cela permet de répondre aux besoins financiers de base de la population dans un pays quelconque. L'objectif principal de notre étude est donc d'examiner les déterminants de la détention d'un compte courant qui est considéré comme étant une dimension basique d'utilisation des services bancaires et par conséquent de l'inclusion financière. Dans notre papier, nous adoptons une approche empirique en données transversales afin d'analyser les éléments qui conditionnent la détention d'un compte courant dans le continent africain.

Mots-clés : Inclusion financière, Afrique, Données transversales, Services bancaires, Finance, Comptes courants.

Summary

The term "financial inclusion" implies the access to and use of banking services (bank accounts, savings, insurance, credits, payments, etc.) at a low cost for disadvantaged and low-income population in a country. In fact, banking services are considered as a public good. It is therefore necessary that the accessibility and equity in the use of banking services by the entire population must be among the main objectives of government policies and financial institutions, for it helps to meet the basic financial needs of the population in any country. The main objective of our study is to examine the determinants of bank account ownership which is considered to be the basic dimension of banking services use and therefore financial inclusion. In our paper, adopting an empirical approach of cross-sectional data, we study the elements that condition the ownership of a bank account in the African continent.

Keywords: Financial Inclusion, Africa, Cross-sectional data, banking services, Finance. Bank accounts.

1. INTRODUCTION

Les réformes financières des années 80 et 90 qui ont eu lieu dans la plupart des économies devaient améliorer la profondeur financière et l'utilisation des services financiers formels tels que les prêts, l'épargne, les services de paiement et d'autres services connexes. Cependant, le degré d'accès et d'utilisation des services financiers formels reste très faible à l'échelle internationale. Bien que nous ayons un soutien théorique et empirique de la libéralisation financière (McKinnon et Shaw, 1973,), la façon dont les réformes ont été menées est selon certains auteurs préoccupante¹. L'une des principales causes de l'écart entre la théorie de la libéralisation financière et son évidence repose sur les hypothèses idéalistes, telles que l'information parfaite sans tenir compte de la variété et complexité des cadres juridiques et institutionnels des pays. Toutefois, après trois décennies de la mise en œuvre de ces politiques, la communauté internationale représentée par ses gouvernements, institutions et experts s'est décidée de relancer le monde de la finance via l'inclusion financière qui est par son essence, une lutte contre l'exclusion financière, et se présente comme un élément majeur de toute stratégie de développement. Selon (Cull, Ehrbeck et Holle, 2014) l'inclusion financière peut améliorer l'efficacité des paiements, la sécurité des transferts ainsi que les nouveaux types d'innovation financière peuvent réduire les coûts de transaction, ce qui peut accroître la participation du secteur privé au développement. Allan, et al (2013) trouvent que l'économie mondiale pourrait être stimulée par une épargne supplémentaire pouvant atteindre jusqu'à 157 milliards de dollars par an, si les personnes «non bancarisés» épargnent grâce à des programmes de micro-finance. Sur la même lignée, il est avancé que les programmes d'inclusion financière entamés par plusieurs pays joueront un rôle majeur dans le programme de développement durable².

A cet égard, conscient de cette priorité de l'inclusion financière dans l'agenda international du développement, on s'est permis d'étudier sur ce papier l'une des problématiques cruciales dite aussi basique de l'inclusion financière, à savoir les facteurs déterminant sa réussite et ceux qui l'entravent. Et bien que la plupart des institutions financières formelles offrent un éventail de services financiers, nous nous sommes penchés à mettre l'accent sur la détention d'un compte courant du fait qu'elle représente d'une part la porte d'entrée vers l'utilisation des autres services financiers et d'autre part pour la qualité de

¹ Stiglitz, J. E. (2000). Capital market liberalisation, economic growth, and instability. *World Development*, 28(6), 1075–1086.

² Thankom Arun , Rajalaxmi Kamath, (2015) Financial inclusion: Policies and practices IIMB Management Review, 27, p :268

l'information, puisque la détention d'un compte courant est généralement comparable d'un pays à l'autre, contrairement au crédit, qui varie en fonction de la maturité, de l'intérêt, des exigences de garantie, et d'autres éléments qui varient d'un pays à l'autre. Ainsi, les comptes courants fournissent des possibilités à la fois pour les paiements et pour l'épargne, qui sont susceptibles d'être universellement plus demandés que le crédit³. En outre, même si nous supposons que la totalité de la population a besoin de crédit, il est clair que tout le monde ne mérite pas de crédit⁴. De nombreuses personnes pourraient ne pas avoir de bons projets d'investissement, il serait donc inefficace d'allouer des ressources à ces personnes. Enfin, les problèmes de stabilité financière pourraient impliquer que l'utilisation universelle des services de crédit n'est pas un objectif. La récente crise des *subprimes* aux États-Unis illustre très clairement cette question. De l'autre côté, en supposant qu'il existe une demande universelle pour les services de dépôt, d'épargne et de paiement, une inclusion financière totale aurait des implications négatives majeures pour la stabilité financière. Une préoccupation potentielle pourrait être que si la totalité de la population a un compte en banque (courant ou à terme), une ruée bancaire pourrait être plus déstabilisante.

2. ASPECTS DE LA BANCARISATION EN AFRIQUE

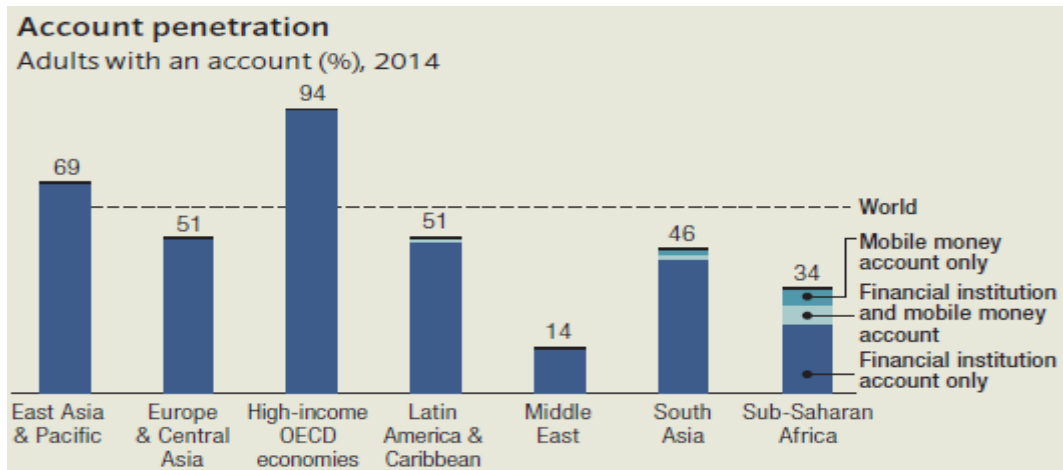
Pour la plupart des gens, posséder un compte fournit un point d'entrée dans le système financier formel. Un compte rend plus facile et souvent plus abordable le paiement des factures, la réception des paiements et l'envoi ou la réception de fonds. Il offre également un emplacement sûr pour épargner de l'argent, et ouvre l'accès pour l'obtention des prêts bancaires. Sans doute, avoir un compte est un indice d'inclusion financière.

Selon le rapport du *Findex Global database* réalisé en 2015; 60% à l'échelle mondiale, ont déclaré avoir un compte dans une institution financière. En effet la détention d'un compte varie considérablement à travers le monde, la détention d'un compte dans les économies à revenu élevé, est presque universelle, 94% des adultes ont déclaré avoir un compte en 2014. Par contre, seulement 54% déclarent en avoir un dans les pays en développement, Il existe également d'énormes disparités entre les régions en développement, où la bancarisation varie de 14% au Moyen-Orient, 69% en Asie de l'Est et dans le Pacifique à 34 % en Afrique sub-saharienne (les chiffres incluent la définition de bancarisation au sens de Findex, or la bancarisation au sens classique est autours de 27% en Afrique).

³ Dans leurs recherches sur la vie financière des ménages pauvres, Collins et al. (2009) trouvent un schéma d'utilisation intensive des instruments d'épargne.

⁴ Principe de « selection adverse ».

Figure 1 : Les taux de bancarisation dans le monde



Source : Rapport du Findex Global database

Nonobstant la faible bancarisation remarquée en Afrique subsaharienne et expliquée essentiellement selon la littérature par la faiblesse du revenu, un phénomène important se voit prendre de l'ampleur sur le continent africain et qui fait l'exception par rapport aux différentes régions du monde, on parle d'un engouement remarquable pour le paiement mobile qui est devenu un service financier de plus en plus demandé⁵, raison pour laquelle ce service se trouve inclus dans la définition des taux de bancarisation dans le rapport du *Findex Global database* de la banque mondiale. En effet, la manifestation de ce phénomène ces 5 dernières années laisse à penser sur la définition largement acceptée du terme *bancarisation*, qui doit prendre en considération dès lors, d'autres moyens innovants comme celui des comptes de paiement mobile qui devront s'inscrire sur les programmes et stratégies de développement élaborés au sein des pays souhaitant maximiser la bancarisation et par conséquent améliorer leur inclusion financière.

3. REVUE DE LITTÉRATURE SUR LES DETERMINANTS DE L'INCLUSION FINANCIERE

Dans la littérature, il n'y a pas de consensus sur les déterminants de l'inclusion financière. En effet, un nombre croissant d'études examinent l'inclusion financière en utilisant la base de données Global Findex de la Banque mondiale, qui contient des indicateurs d'inclusion financière seulement pour les années 2011 et 2014 pour 148 pays. Demirgüç-Kunt et Klapper (2013) ont étudié l'utilisation des services financiers pour tous les pays en se

⁵ Selon le rapport du *Findex Global database*, les taux de pénétration de 10% et plus des comptes de paiement mobile dans le monde sont observés dans 13 pays, qui sont tous situés en Afrique subsaharienne.

concentrant sur les trois principaux indicateurs de l'inclusion financière: la possession d'un compte bancaire, l'épargne dans un compte bancaire et l'utilisation des prêts bancaires. Ils ont trouvé que le revenu est un déterminant majeur de l'inclusion financière. Dans une analyse transversale, Sarma et Pais (2011) ont montré que le revenu, l'inégalité des revenus, l'utilisation du téléphone portable, internet et l'alphabétisation des adultes sont des facteurs importants qui déterminent l'inclusion financière dans un pays. Ils soutiennent que les pays ayant un faible PIB par habitant ont une connectivité relativement plus faible et des taux d'alphabétisation plus faibles semblent être plus exclus financièrement. Fungacova et Weill (2015) ont étudié l'inclusion financière en Chine et l'ont comparé avec les autres pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Ils observent que le revenu et l'éducation renforcent le niveau d'inclusion financière et que les hommes et les personnes âgées ont des niveaux plus élevés d'inclusion financière. En Argentine, Tuesta et al. (2015) ont constaté que le revenu et l'éducation sont tous les deux des facteurs importants pour l'inclusion financière. En Inde, Chithra et Selvam (2013) ont constaté que le revenu, la population, l'alphabétisation, le dépôt et la pénétration du crédit sont significativement associés à l'inclusion financière. De même, Kumar (2013) a constaté que la structure socio-économique et environnementale est importante pour façonner les habitudes bancaires des masses en Inde. Au Pérou, Camara, Peña et Tuesta (2014) ont montré que les niveaux de revenu et l'éducation sont des variables significatives pour la détermination d'inclusion financière. En Afrique, Allen et al. (2014) ont montré que la densité de la population est beaucoup plus déterminante de l'inclusion financière qu'ailleurs. En outre, ils ont constaté que les services bancaires mobiles élargissent l'accès aux services financiers. Efobi et al (2014) ont exploré les facteurs influençant l'accès et l'utilisation des services bancaires au Nigeria, et leurs résultats révèlent que les attributs individuels, le revenu et l'utilisation des TIC (technologie d'information et de communication) sont des facteurs significatifs influençant l'utilisation des services bancaires.

4. VERIFICATION EMPIRIQUE SUR L'INCLUSION FINANCIERE : DIMENSION COMPTE COURANT

Les facteurs qui affectent l'inclusion financière sont susceptibles d'être multiples et leurs interactions mutuelles sont supposées être complexes. Donc, sans entrer dans la complexité de la façon selon laquelle un grand nombre de facteurs contribuent ensemble à un certain niveau d'inclusion financière dans un pays, nous tentons ici à travers une analyse transversale simplement d'identifier les facteurs qui sont associés, avec un certain degré de

signification, à l'indice d'inclusion financière qui est ici la détention d'un compte courant. Nous faisons cela en effectuant deux régressions sur deux différents ensembles de variables. La première régression expliquera les déterminants relatifs au secteur bancaire et qui conditionnent la détention d'un compte courant alors que la deuxième étudiera les facteurs économiques et sociaux expliquant la demande des comptes courants par la population en Afrique. Pour ce faire, nous avons utilisé des données transversales pour l'année 2014 pour un échantillon représentatif de 35 pays du continent africain⁶. Les données sont collectées à partir de la base de données (World Development Indicators) et celle du (Financial inclusion data) de la banque mondiale.

4.1. Régression sur le secteur bancaire

Il est évident que les couts dans n'importe quel secteur jouent un rôle primordial dans le choix de l'utilisation d'un service quelconque, ainsi les couts afférant à l'usage d'un service financier en font partie. Le cout de possession d'un compte courant dépend des frais de tenue de compte et commissions payées lors de l'effectuation des paiements. En effet, ces couts dépendent eux même du degré de concurrence entre les banques qui est influencé non seulement par la concentration bancaire au sein d'un pays mais également par la pénétration des banques et institutions financières étrangères dans ce pays. L'usage des services financiers dépend aussi de la densité des infrastructures bancaires⁷ à savoir : agences bancaires, distributeurs automatiques, etc. On pense également que l'usage d'un service financier est lié également à la diversité des produits offerts par les institutions financières et plus précisément ici l'existence des banques islamiques.

Dans ce contexte, notre première régression tente de voir l'effet de quelques variables caractérisant le secteur bancaire telles que le taux de concentration bancaire (les actifs des trois plus grandes banques commerciales en proportion du total des actifs des banques commerciales), le taux de pénétration des distributeurs automatiques (Nombre de guichets automatiques pour 100 000 adultes) et l'existence de la banque islamique (variable

⁶ La régression sur les variables bancaires est limitée à 28 pays pour manque de disponibilité des données pour certain pays.

⁷ Samuel Guérineau, Luc Jacolin (2014), l'inclusion financière en afrique subsaharienne : faits stylisés et déterminants Association d'économie financière, Revue d'économie financière,4, 116 p : 69.

indicatrice qui prend 1 en cas d'existence et 0 sinon) sur la variable de détention d'un compte courant⁸

Le modèle s'écrit

$$COMPTEB_i = a_0 + a_1 BANKCON_i + a_2 ISLMB_i + a_3 ATM_i + \varepsilon_i$$

Où

$COMPTEB_i$: Détention d'un compte courant, variable endogène observée pour le pays i

$BANKCON_i$: Taux de concentration bancaire,

ATM_i : Taux de pénétration des distributeurs automatiques

$ISLMB_i$: Variable indicatrice qui prend 1 en cas d'existence de banque islamique et 0 en son absence

$a_0 a_1 a_2 a_3$: Paramètres du modèle

ε_i : Terme d'erreur

Tableau : Résultats de la régression de la variable COMPTEB sur les variables du secteur bancaire

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
BANKCON	-0.297126	0.112978	-2.629951	0.0147
ATM	0.902218	0.136166	6.625878	0.0000
ISLMB	4.006542	4.522016	0.886008	0.3844
C	33.93973	9.090604	3.733496	0.0010
R-squared	0.729073	Mean dependent var		27.95985
Adjusted R-squared	0.695207	S.D. dependent var		20.72632
S.E. of regression	11.44260	Akaike info criterion		7.844127
Sum squared resid	3142.395	Schwarz criterion		8.034442
Log likelihood	-105.8178	Hannan-Quinn criter.		7.902309
F-statistic	21.52821	Durbin-Watson stat		1.724570
Prob(F-statistic)	0.000001			

⁸ La variable représente la définition classique de bancarisation (pourcentage de répondants ayant un compte dans une banque, une coopérative de crédit, une autre institution financière selon le Findex).

Les résultats sur le tableau valident parfaitement le modèle à partir du $R^2 = 0,72$, du test F-statistique ($0,000001 < 0,05$) et du test de Durbin-Watson ($1,6 < 1,72 < 2$). En effet, la variable représentant la concentration bancaire sur le continent africain est significative et impacte négativement la détention d'un compte courant, ainsi qu'une augmentation de 1% de la concentration bancaire réduit la détention d'un compte bancaire courant par 0,29%, ceci comme expliqué auparavant est souvent associé à la faible concurrence dans le secteur bancaire, ce qui en résulte des coûts élevés de l'usage des services financiers et par conséquent une exclusion financière de la population africaine. Le taux de pénétration des distributeurs automatiques qui représente la disponibilité géographique des services financiers est également significative et affecte positivement la variable expliquée, une augmentation de 1% des distributeurs automatiques (ATMs) augmente la détention d'un compte courant par 0,9%, ce résultat donne une légitimité aux stratégies de proximité des services financiers adoptés par certains pays qui ont des taux de bancarisation très élevés et qui doivent désormais être pris en considération par les pays africains dans l'élaboration des stratégies d'inclusion financière. Ce qui est de la variable indicatrice explicative et représentative de la finance islamique en tant qu'un produit différent de ce qui est classique, ne montre aucun impact sur la détention d'un compte courant et bien évidemment la bancarisation.

4.2. Régression sur des déterminants économiques et sociaux

La littérature sur l'inclusion financière a identifié l'exclusion financière comme étant le reflet d'un problème plus large d'exclusion sociale. Dans les pays développés à revenu élevé disposant d'un système bancaire développé, des études ont montré que l'exclusion du système financier concerne principalement les personnes appartenant à des groupes à faible revenu. En outre, les pays ayant de faibles niveaux d'inégalité de revenu tendent à avoir un niveau relativement élevé d'inclusion financière. Un autre facteur pouvant être associé à l'inclusion financière est l'emploi. Les chômeurs ou ceux qui ont un emploi irrégulier et précaire sont moins susceptibles de participer au système financier. Le secteur informel ou l'économie informelle représente une part importante et significative de l'emploi dans plusieurs pays moins développés. Cela veut dire que l'emploi dans le secteur formel pourrait impliquer une bancarisation en recevant des salaires à travers le système bancaire formel. Il y a également le facteur de l'inflation qui peut inciter à la préférence pour la monnaie fiduciaire et donc dissuader à l'usage des services bancaires. L'éducation est également concernée compte tenu de son rôle déterminant, bien évidemment à côté des croyances religieuses dans la prise des décisions des populations.

La deuxième régression s'est servit de tous les facteurs qu'on estime pouvant influencer la bancarisation. Les variables rassemblées concernent : le taux d'alphabétisation qui décrit le niveau d'éducation basique d'un pays, le taux d'inflation, l'emploi vulnérable défini par le taux des emplois vulnérables par rapport à la population, cette variable est une représentation proxy de la part du secteur informel dans l'économie, le PIB par habitant est la variable proxy qui exprime le niveau des revenus, finalement la variable indicatrice de la finance islamique est également incluse ici pour tenir compte de l'influence des croyances religieuses sur la décision de la population pour détenir un compte bancaire.

Notre modèle s'écrit

$$COMPTEB_i = a_0 + a_1ALPHA_i + a_2INF_i + a_3EMPVUL_i + a_4PIB/HAB_i + a_5ISLMB_i + \varepsilon_i$$

Où

$COMPTEB_i$: Détention d'un compte courant, variable endogène observée pour le pays i

$ALPHA_i$: Taux d'alphabétisation

INF_i : Taux d'inflation

$EMPVUL_i$: Taux des emplois vulnérables en tant que pourcentage du total des emplois

$ISLMB_i$: Variable indicatrice qui prend 1 en cas d'existence de banque islamique et 0 en son absence

PIB/HAB_i : Variable proxy du niveau des revenus

$a_0 \dots a_5$: Paramètres du modèle

ε_i : Terme d'erreur

Tableau : Résultat de la régression de la variable COMPTEB sur les variables économiques et sociales

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
ALPHA	0.342193	0.129137	2.649849	0.0129
INF	-0.365074	0.320053	-1.140667	0.2633
EMPVUL	-0.375568	0.120649	-3.112912	0.0041
PIB_HAB	1.871433	1.372381	1.363640	0.1832
ISLMB	1.548377	5.037915	0.307345	0.7608
C	23.82530	16.57436	1.437479	0.1613

R-squared	0.615042	Mean dependent var	25.99372
Adjusted R-squared	0.548669	S.D. dependent var	19.11248
S.E. of regression	12.83998	Akaike info criterion	8.097809
Sum squared resid	4781.087	Schwarz criterion	8.364440
Log likelihood	-135.7117	Hannan-Quinn criter.	8.189850
F-statistic	9.266561	Durbin-Watson stat	2.057657
Prob(F-statistic)	0.000023		

Notre modèle est validé à partir du $R^2 = 0,61$, du test F-statistique ($0.000023 < 0,05$) et du test de Durbin-Watson ($2 < 2.06 < 2,4$). On remarque que la variable de l'éducation impacte significativement la détention d'un compte courant, une augmentation de 1% de l'alphabétisation améliore la bancarisation par 0,34%. ce résultat est presque unanimement admis par toutes les études en la matière. L'autre variable significative est celle de l'emploi vulnérable avec un signe négatif, on constate qu'une hausse de 1% des emplois vulnérables baisse la détention d'un compte courant par 0,37%. Effectivement, l'emploi vulnérable, trait principal du secteur informel nuit à l'inclusion financière. Ce qui est des autres variables, aucune significativité n'est affichée, en effet, la non significativité de la variable proxy du revenu (PIB/HAB) est surprenant, mais ceci peut être dû à l'appartenance de la quasi-totalité des pays africains à la catégorie des pays à faible revenu au niveau mondial ce qui annihile son impact en présence d'autres variables plus déterminantes.

5. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'inclusion financière est considérée comme un indice d'inclusion sociale, pourtant le nombre d'études mettant l'accent sur ses déterminants reste limité, et ne prend en considération que les facteurs caractérisant les populations sans tenir compte d'autres éléments importants. Pour cette raison, notre étude économétrique conduite à deux niveaux, s'est servit des données transversales pour analyser les déterminants de la bancarisation (détention d'un compte courant) pour un ensemble de pays africains. La première analyse sur des variables relatives au secteur bancaire, nous a permis d'induire que la concentration bancaire en Afrique défavorise l'inclusion financière, cependant la couverture géographique et la densité des infrastructures bancaires se montre favorable à l'inclusion financière. La deuxième analyse sur des variables sociales et économiques, ressort d'un côté l'importance de

l'éducation à favoriser l'inclusion financière et de l'autre côté l'ampleur du secteur informel par ses emplois vulnérables qui excluent financièrement les populations.

Les résultats retenus au terme de cette étude, fournissent en quelque sorte une idée sur le niveau de développement économique et sociale du continent africain. Ainsi les politiques et stratégies visant à promouvoir l'inclusion financière, doivent se fonder non seulement sur le renforcement de la concurrence du secteur bancaire pour réduire les coûts, mais également sur l'utilisation de l'innovation technologique pour surmonter les infrastructures déficientes. D'ailleurs, l'Afrique se démarque des autres régions du monde d'une part par sa faible bancarisation au sens classique du terme (détention d'un compte bancaire courant) et d'autre part par sa suprématie dans l'usage du paiement mobile.

Dans ce cadre, On suggère que les politiques gouvernementales visant à promouvoir l'inclusion sociale et l'insertion du secteur informel dans l'économie formelle peuvent accroître la probabilité d'inclusion financière. De même que l'incitation des institutions financières et du secteur bancaire à investir dans l'éducation aura un effet rétroactif positif à long terme sur ces derniers et généralement sur le financement de l'économie.

Il est cependant important d'adapter ces stratégies d'inclusion financière au contexte de chaque économie et d'améliorer la supervision prudentielle, en particulier dans les pays dont le développement financier est rapide.

REFERENCES

- 1- Allan, A., Massu, M., & Svarer, C. (2013). *Banking on Change: Breaking Barriers to Financial Inclusion*, Barclays, Plan UK, CARE International.
- 2- Allen, F., Carletti, E., Cull, R., Senbet, et Valenzuela, P. (2014). The African financial development and financial inclusion gaps. *Journal of African Economies*, eju015
- 3- Camara, N., Peña, X., et Tuesta, D. (2014). Factors that matter for financial inclusion: Evidence from Peru, 1409.
- 4- Chithra, N. Et Selvam, M. (2013). Determinants of financial inclusion: An empirical study on the inter-state variations in India. Available at SSRN 2296096.
- 5- Collins, D., J. Morduch, S. Rutherford, and O. Ruthven. (2009). *Portfolios of the Poor: How the World's Poor Live on \$2 a Day*. Princeton: Princeton University Press.

- 6- Demirgüç-Kunt, A., et Klapper, L. (2013). Measuring financial inclusion: Explaining variation in use of financial services across and within countries. *Brookings Papers on Economic Activity*, 279–340.
- 7- Demirguc-Kunt A, Klapper L, Soleda, M, Peria, (2012) The Foundations of Financial Inclusion Understanding Ownership and Use of Formal Accounts, World bank policy research working papers 6290.
- 8- Demirguc-Kunt A, Klapper L, Soleda, M, Peria, Van Oudheusden, (2015) P, The Global Findex Database 2014 Measuring Financial Inclusion around the World.
- 9- Efobi, U., Beecroft, I et Osabuohien, E. (2014). “Access to and use of bank services in Nigeria: Micro-econometric evidence”. *Review of development finance*, 4, 104-114.
- 10- Fungacova, Z., et Weill, L. (2015). Understanding financial inclusion in China. *China Economic Review*, 34, 196–206.
- 11- Kumar, n. (2013) Financial inclusion and its determinants: evidence from India, *Journal of Financial Economic Policy*, 5, 4 – 19
- 12- Samuel Guérineau, Luc Jacolin (2014). l'inclusion financière en Afrique subsaharienne : faits stylisés et déterminants Association d'économie financière, *Revue d'économie financière* ,4, 116, 57- 80
- 13- Sarma, M., et Pais, J. (2011). Financial inclusion and development. *Journal of international development*, 23,5, 613-628.
- 14- Stiglitz, J. E. (2000). Capital market liberalisation, economic growth, and instability. *World Development*, 28(6), 1075–1986.
- 15- Thankom Arun , Rajalaxmi Kamath (2015). Financial inclusion: Policies and practices *IIMB Management Review* 27, p :268
- 16- Tuesta, D., Sorensen, G., Haring, A. et Camara, N. (2015). Financial inclusion and its determinants: the case of Argentina (No. 1503).